

# Mayotte : la santé prise en otage

Category: Communiqués

écrit par jmfouquer | 14 mai 2023

***Encouragée par les déclarations de Darmanin, une partie de la population de Mayotte soutient l'opération Wuambushu et continue à chercher des boucs émissaires. Certains Mahorais s'en prennent aux Comoriens au lieu de mettre en cause l'État français. On voit même des élus aller jusqu'à évoquer la possibilité de voir tuer ces soi-disant étrangers.***

Ce sont pourtant les gouvernements français successifs qui ont méprisé le droit international pour conserver Mayotte à la France, mais n'ont jamais donné à l'île les moyens de développement nécessaires, malgré une départementalisation votée il y a 12 ans déjà.

Darmanin voulait y faire la démonstration de sa répression de l'immigration. Mais il se heurte à des difficultés imprévues. Le juge des référés a bloqué une opération d'évacuation et de démolition des habitats. Quant au gouvernement des Comores, il a indiqué qu'il refuserait l'entrée sur son territoire des personnes expulsées de Mayotte à la suite de l'opération.

Jeudi 4 mai, des partisans de l'opération Wuambushu ont fait irruption au dispensaire de Jacaranda, celui de Mamoudzou. Ils en ont expulsé les patients. Depuis, le dispensaire est fermé.

Mercredi 10 mai, des groupes similaires sont venus bloquer les quatre autres dispensaires de Mayotte. L'essentiel des consultations quotidiennes de l'île est donc désormais réduit aux seules urgences, soit moins de 5% de l'activité médicale totale. Les centres de P.M.I. sont, eux aussi, bloqués sur toute l'île depuis ce matin, par les mêmes groupes.

Les membres de ces collectifs , dont la plupart ont des sympathies évidentes pour le Rassemblement National, glissent chaque semaine davantage sur la pente de la haine, de la xénophobie avec un sentiment croissant d'impunité.

Il faut dire que la passivité des autorités préfectorales est totale alors qu'ils bloquent l'essentiel de l'activité de consultations médicales quotidiennes sur l'île, depuis plusieurs jours. Dans quel état de droit digne de ce nom peut-on assister à une telle complicité dans la xénophobie et la neutralisation du secteur public de la santé ?

ENSEMBLE! rappelle au ministre de l'Intérieur et au préfet leurs devoirs de base : l'État doit assurer l'ordre public et ne pas laisser des groupes factieux empêcher le fonctionnement des services publics. Pour avoir refusé de les assurer, ils doivent démissionner.

ENSEMBLE! réclame l'égalité des droits des personnes, quelle que soit leur nationalité, l'accès aux services publics et de réels moyens pour la santé, l'éducation et le logement pour l'ensemble de la population.

Le 14 mai 2023

**ENSEMBLE!**

**Mouvement pour une alternative de Gauche Écologiste et Solidaire**

---

Pour compléter, vous pouvez lire sur notre site :

- **Mayotte : politique versus géographie**
- **À Mayotte, un revers pour Darmanin**